

**PRIX DE L'ABONNEMENT.**  
Edition Quotidienne.  
En An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.  
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00  
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.25  
Les abonnements se paient d'avance.

**Le Numéro**  **Cinq Sous**

**PRIX DE L'ABONNEMENT.**  
Edition Hebdomadaire.  
En An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.  
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00  
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.25  
Les abonnements se paient d'avance.

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI, 7 NOVEMBRE 1906. 80ème Année

## Le prince de Hohenlohe et M. de Freycinet.

(Suite et fin)

Le passage suivant présente, à mon sens, plus d'intérêt. Il va permettre à M. de Freycinet d'expliquer les raisons de sa première brouille avec Gambetta. Les "Mémoires" rapportent une scène du prince au président de la Chambre. Gambetta déclare que le pays est anticlérical, qu'il demande et attend l'application des décrets. Le danger pour le gouvernement provient de ce qu'on n'a pas été assez énergiquement au début et que cette faiblesse a éveillé la défiance contre la bonne volonté du cabinet. Gambetta louait sans doute les qualités de Freycinet, son autorité, son caractère qui ajoutaient à son éloquence, mais il qualifiait son départ de perte pour le gouvernement. A son avis, Freycinet s'était laissé séduire par les intrigues de Gambetta. Il n'était arrivé au point qu'il ne voulait plus appliquer les décrets. Et cependant, s'écriait Gambetta, c'est lui qui les a voulu. Je lui avais dit que les lois existantes suffisaient. L'indécision de Freycinet avait excité la plus vive émotion et le plus grand trouble.

Nous nous étions mis d'accord, Gambetta et moi, sur la campagne à entreprendre contre les congrégations. Nous avions décidé de faire deux décrets. L'un concernant les jésuites, il devait être applicable fin juin, le 30. L'autre visait les autres congrégations et ne fixait pas de date ni de délai.

Nous voulions gagner du temps et étudier mieux cette question complexe et délicate.

Le premier décret fut appliqué strictement, dès le jour dit, le 30 juin.

L'opinion portait à ces affaires religieuses une attention sérieuse, elle soulevait et demandait qu'on les réglât dans l'intérêt de la République. Il fallait compter avec ce mouvement. Aussi, au mois d'août, je prononçai à Montauban un discours dans lequel je promettais de déposer un projet de loi sur les associations. Ce discours eut beaucoup de succès, on approuva les idées, on se rallia à ma manière de voir. La "République française" y applaudissait d'abord. Mais huit jours plus tard, changement de ton et d'attitude. Gambetta était passé par Paris, moi je me trouvais à Luchon. Sans doute il avait donné le mot d'ordre qui fut suivi par presque tous les journaux républicains. On exigeait des mesures d'exécution immédiates contre les congrégations visées dans le second décret.

Le conseil des ministres fut saisi de l'affaire. Des ministres préconisaient une combinaison; il suffit, pensaient-ils, de s'occuper de certaines congrégations, un petit nombre seulement, pour l'exemple. "Il ne s'agit pas, répliquai-je, de plus ou de moins. C'est une question de principe. Après le discours de Montauban, on ne comprendrait pas que je ne tienne pas mes engagements." Mais je constatai vite que la majorité républicaine était pour les mesures d'exécution; les ferristes me combattaient vigoureusement. Dans ces conditions, n'écouterant que ma conscience qui me commandait de tenir ma parole, je quittai le pouvoir. Nous sommes restés brouillés avec Gambetta un an à peu près. Nous avons été en froid également plus tard lorsqu'il a voulu me prendre dans son ministère. Je déclinai son offre. Gambetta tenait à être ministre sans portefeuille. En ma qualité de ministre des affaires étrangères, — ce qu'il me proposait d'être, — je serais devenu une façon de sous-secrétaire d'Etat; Gambetta avait une telle situation qu'il n'était pas pu ne pas diriger notre politique extérieure. Chef incontesté du parti républicain, il recevait à la présidence de la Chambre les ambassadeurs et les ministres accrédités. Voyez, en effet, combien souvent le prince de Hohenlohe ou lui-même faisait visite au président de la Chambre n'a eu une situation pareille.

Naturellement le prince de Hohenlohe parle de la question d'E-

gypte. Il mentionne une démarche — en 1881 — auprès de M. de Freycinet afin de fixer la date de l'ouverture de la conférence des ambassadeurs à Constantinople. Et d'abord, qui enverrait les invitations? "Quelles sont les puissances, demanda M. de Hohenlohe, qui ont eu l'idée de la conférence? — La France et l'Angleterre. — Eh bien, ces deux puissances doivent prendre l'initiative d'inviter." Le ministre et l'ambassadeur conviennent du jour de l'ouverture de la conférence. M. de Freycinet avait proposé le 25, comme c'était un vendredi, jour nefaste aux yeux de M. de Hohenlohe, on s'arrêta au jeudi 22.

M. de Freycinet confirme ces faits, mais il nie qu'il ait eu un ultimatum adressé à l'Egypte au sujet de la suppression — en 1885 — du journal le "Bosphore", propriété du gouvernement égyptien, d'après les "Mémoires".

— Nous avons exercé une pression vigoureuse sur l'Egypte et négocié "officieusement" avec l'Angleterre, qui a fini par reconnaître le bien-fondé de nos réclamations et donné de sages conseils à l'Egypte. Mais jamais nous n'avons parlé d'occuper Damiette, ainsi que le rapporte le prince de Hohenlohe. Il n'y a pas eu d'ultimatum, c'est-à-dire la menace diplomatique directe.

— Que signifient ces mots des "Mémoires" (1887): "Les Français déclarent qu'ils ne souffriront pas que les Anglais occupent l'Egypte. C'est ce que Freycinet a dit à Bismarck?"

— Voici. Bismarck m'avait envoyé Biechroder. Il me faisait savoir qu'il était d'accord avec moi et qu'il me soutiendrait dans cette question. Mais il avait entendu répéter que si les Anglais quittaient l'Egypte, les Français s'y établiraient à leur place. Je protestai contre ces intentions qu'on nous prêtait gratuitement et perfidement et donnai des assurances formelles que je renouvellerais à différents cabinets.

— Les "Mémoires" parlent encore de l'impossibilité où vous étiez de vous passer de Boulanger. Je cite le morceau (novembre 1886): "Ce qui m'a frappé le plus dans mon séjour, c'est le changement survenu dans la situation de Boulanger. Au printemps dernier, Boulanger était regardé comme un farceur, comme un homme sur lequel on ne pouvait pas compter, comme un ambitieux qui n'a qu'un but personnel, etc. Maintenant, à ce que racontent les gens bien informés, sa situation est tout autre. Tandis qu'avant il dépendait en une certaine manière de Clemenceau, maintenant Clemenceau dépend de lui..." Freycinet ne pourrait plus oser se débarrasser de lui."

— Les attaques de l'Allemagne avaient certainement tortifiées la position de Boulanger. La campagne de la presse allemande l'avait consolidé. Nous tenions moins à lui qu'au sentiment de notre dignité et de notre indépendance. Nous ne voulions pas avoir l'air d'obéir aux injonctions et aux menaces de l'Allemagne. Voilà dans quel sens il faut prendre les paroles de Hohenlohe.

Enfin, dans un dernier passage, les "Mémoires" racontent une visite (juin 1886) faite à Strasbourg au staffel par l'attaché militaire allemand à Paris, M. von Huene. Celui-ci vante l'armée française; il déclare qu'elle est supérieure, à ce moment, à l'armée allemande, que l'armement est excellent et les officiers généraux pleins de confiance. "Tout le monde reconnaît que M. de Freycinet est le meilleur ministre de la guerre qu'il y ait eu en France depuis longtemps."

M. de Freycinet sourit. Je lui demande quel est de tous les ministères qu'il a dirigés celui qui convenait le mieux à ses goûts, celui qui lui avait apporté le plus de satisfaction.

— Tous ont leur bon côté et leurs avantages. Le ministère des travaux publics et celui de la guerre sollicitent notre activité et mettent en exercice les facultés d'ordre, d'organisation. Mais tout bien pesé, je crois que je préfère

### CONFIEZ-NOUS VOS PEINES

ECRIEZ-NOUS LIBREMENT.

Nous voulons décrire librement et franchement, décrivant tous vos symptômes. Nous employons un corps de spécialistes pour les maladies de femmes, qui considèrent soigneusement votre cas et vous donneront un avis gratuit. N'hésitez pas à écrire sans retard, nous vous expliquerons simplement comment vous rétablir. Toute correspondance est absolument secrète, et la réponse vous est envoyée dans une enveloppe ordinaire. Adresse: Ladies Advisory Dept. THE CHATTANOOGA MEDICINE CO. Chattanooga, Tenn.

### Si Vous Etes Malade,

ne négligez pas votre maladie au point qu'elle altère sérieusement votre santé. Les maladies de femmes ne se guérissent jamais d'elles mêmes. Elles doivent être traitées avec ce spécifique médical scientifique pour femmes, le

## Vin de Cardui

### Il Soulage Toutes les Douleurs des Femmes

Nous pouvons certainement calmer votre mal et guérir l'inflammation interne, la cause de vos irrégularités, les écoulements excessifs et tous les désordres menstruels, en vous traitant vous-même, en particulier dans votre intérieur, avec ce merveilleux spécifique dont le succès a été si grand dans la guérison des femmes malades.

Le Cardui est en vente à toutes les pharmacies, en bouteilles de \$1.00, avec toutes les directions sur l'enveloppe. Essayez-le.

## DEPECHEES Télégraphiques

**Le général Stoessel dans la pauvreté.**

Londres, 6 novembre.—Une dépêche envoyée de St Pétersbourg à l'Agence Reuter annonce que le lieutenant-général Stoessel, le défenseur de Port Arthur, est dans un tel dénuement qu'il a dû faire appel à l'Institution Charitable en faveur des soldats blessés, demandant que des secours lui fussent remis afin de lui permettre d'employer un domestique. Les fonctionnaires de cette institution ont demandé au général de produire un certificat médical prouvant que sa santé requerrait les soins d'un domestique.

**L'incendie du vapeur "Hankow"**

Hong Kong, 6 novembre.—L'enquête conduite par le Tribunal maritime de Hong Kong au sujet de l'incendie qui a détruit le vapeur anglais "Hankow", a déclaré de toute responsabilité le capitaine Branch et les officiers du navire.

Le Tribunal a reconnu que les officiers avaient fait tout en leur pouvoir pour sauver la vie des nombreux passagers qui se trouvaient à bord, mais que la rapidité avec laquelle les flammes se sont étendues a rendu impossible tout œuvre de sauvetage.

**Tragique duel.**

Reno, Nev., 6 novembre.—Ed. Ferrel, un joueur, a été tué hier soir pendant un duel au pistolet dans le Palace Salon, par un garçon de café du nom de Charles Kuchs.

Kuchs était jaloux de Ferrel qui, prétendait-il, faisait la cour à sa femme.

Ferrel était à peine entré dans le café que son adversaire ouvrait le feu sur lui.

Les deux hommes étaient bien armés et une vive fusillade s'engagea de part et d'autre.

Ferrel tomba bientôt le corps percé de deux balles et mourut peu après son transport à l'hôpital.

Kuchs a reçu trois blessures dont aucune ne met sa vie en danger. Il a été arrêté et sera maintenu à la disposition de la justice.

Trois témoins du duel ont été légèrement blessés par des balles perdues.

## LES ELECTIONS.

**M. Hughes, le candidat républicain, obtient une majorité de 50,000 voix.**

Washington, 6 novembre.—Les leaders politiques dans tout le territoire des Etats-Unis font de grands efforts pour éveiller l'intérêt des électeurs et les pousser à se porter nombreux aux scrutins.

Une grande incertitude plane encore sur les résultats de la campagne électorale, en particulier dans les grands centres comme New York, Philadelphie, Chicago, etc.

Dans l'état de New York où la campagne de ces jours derniers a été tout particulièrement violente les deux candidats en présence sont restés sur la brèche jusqu'à la dernière minute, et hier, à une heure avancée de la soirée ils prononçaient encore des discours dans divers quartiers de New York.

Le président Roosevelt a suivi avec un intérêt passionné les phases de cette lutte politique et attend avec impatience le résultat des élections dans l'Etat de New York.

Il a quitté la Maison Blanche ce matin peu après minuit pour aller voter à Oyster Bay et compte rentrer à Washington ce soir à 6:15 heures.

M. William J. Bryan a de son côté mené une active campagne dans divers Etats de l'Ouest.

Les rapports parvenus du Sud prouvent que les populations des divers Etats manifestent peu d'intérêt pour les élections, la lutte électorale n'étant pas assez vive pour stimuler leurs votes.

Dans le Montana le parti socialiste espère dépasser de beaucoup le vote obtenu aux dernières élections. De leur côté les démocrates et les républicains espèrent remporter la victoire dans cet Etat.

**Le vote des membres du Cabinet.**

Washington, 6 novembre.—Suivant l'exemple du président Roosevelt la plupart des membres du Cabinet sont allés voter aujourd'hui dans leurs Etats respectifs.

Le secrétaire Root s'est rendu à New York; le secrétaire Bonaparte, à Baltimore, Md.; le sous-secrétaire Oliver, à Albany, N. Y., et le sous-secrétaire Newberry, à Detroit, Mich.

Les secrétaires Taft et Bacon, qui se trouvaient à Cuba en mission de paix pendant la période allouée pour l'enregistrement des électeurs, n'ont pas voté.

Le secrétaire Taft est actuellement dans le Nebraska où il inspecte les postes militaires, et M. Bacon est à Washington.

**Le vote du président Roosevelt.**

New York, 6 novembre.—Le président Roosevelt est arrivé à

## Jersey City ce matin à 7:11 heures et en est immédiatement reparti pour Oyster Bay où il déposera son bulletin de vote.

Le président qui était accompagné par le secrétaire Lorb et le directeur des postes Cortelyou est arrivé à Oyster Bay un peu avant dix heures. Sitôt après avoir rempli ses devoirs d'électeur M. Roosevelt reprit le train pour rentrer à Washington.

Un fort détachement d'agents de police et de détectives attendait l'arrivée du train présidentiel et a escorté M. Roosevelt jusqu'au remorqueur qui l'a transporté à Long Island City où il a pris un train spécial pour Oyster Bay.

Oyster Bay, N. Y., 6 novembre.—Le président Roosevelt est arrivé à Oyster Bay à 9:10 heures du matin et a été salué à la gare par une foule considérable. Avant de prendre place dans la voiture qui devait l'emmener au lieu du scrutin il a serré la main à un grand nombre d'amis et de connaissances.

A 10 heures le président ayant accompli son devoir d'électeur est reparti pour la gare où peu après il a pris place dans le train qui devait le ramener à Washington.

**Les élections dans l'Etat de New York.**

New York, 6 novembre.—Une température admissible et l'intérêt extraordinaire soulevé par la lutte entre Charles E. Hughes et William R. Hearst, les deux candidats au poste de gouverneur de l'Etat ont amené un nombre considérable d'électeurs au scrutin.

Dans un grand nombre de districts la plupart des électeurs ont rempli leurs devoirs civiques avant midi, particulièrement à New York où les votes ont été remarquablement nombreux dans la matinée.

Plus de 200 arrestations ont été opérées ce matin en divers districts de la ville, mais la plupart des inculpés ont été relaxés après avoir prouvé leurs droits électoraux.

M. Charles E. Hughes le candidat républicain a déposé son bulletin de vote quelques minutes après 3 heures.

M. William R. Hearst s'est rendu au scrutin un peu avant une heure de l'après-midi.

Il a été vivement acclamé sur son passage et a serré la main à de nombreuses personnes entrées à des enfants.

Les urnes électorales sont strictement gardées par des détectives privés qui surveillent le déplacement des électeurs, avec mission d'empê-



Le général Piquart est applaudi par la Chambre.

en avait été primitivement fixée.

Le ministre de la guerre, général Piquart, est monté ce matin pour la première fois à la tribune pour répondre à une interpellation sur la loi réduisant le service militaire à deux ans.

L'aile gauche de la Chambre a fait une longue ovation au général au moment où il s'appretait à prendre la parole.

cher tout vote illégal ou toute fraude électorale.

— Buffalo, N. Y., 6 novembre.—A midi 56,347 bulletins de vote avaient été déposés dans les urnes, soit 1,138 de plus qu'aux dernières élections.

Les ouvriers votent pour Hearst et le comité démocratique déclare que son candidat l'emportera à une grande majorité dans la ville de Buffalo et dans le comté.

Au quartier général du parti républicain on prétend que le résultat des élections est en faveur de Hughes qui, à l'heure actuelle, aurait déjà plus de 12,000 voix de majorité sur son concurrent.

New York, 6 novembre, 10 heures du soir.—Le résultat des élections tout en étant encore douteux semble devoir favoriser le candidat de M. Hughes.

Le "Herald", dans une édition supplémentaire publiée ce soir, déclare que le comité démocratique dans l'Etat de New York admet que M. Hughes a remporté la victoire par une petite majorité.

A 9 heures du soir le dépouillement des bulletins de vote donnait au candidat républicain une majorité de 40,000.

Le "World", de son côté, annonce que Hearst demeurera par 60,000 voix de majorité dans Greater New York, et que par contre la majorité donnée à Hughes dans le faubourg du Bronx sera d'au moins 50,000.

New York, 6 novembre.—L'"Evening Post" qui pendant